

Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Enfin une bonne nouvelle

L'hôpital va se doter d'un nouveau bâtiment réservé à la psychiatrie. Ce n'est pas un luxe quand on voit les locaux dans lesquels elle s'exerce pour l'instant. Ce nouveau pavillon sera construit à proximité de la maison des familles et de l'internat. La construction est prévue pour 2026. Vaut mieux tard que jamais...

Faire tout avec rien, ça use

La direction vient de faire paraître une note de service pour recruter des « faisant fonction » de cadre. Il faut dire que ceux en place s'usent vite. Gérer plusieurs services en même temps sans personnel c'est un peu compliqué. Et c'est pour cela que deux fois par an, elle est obligée de recruter de la viande fraîche.

Les UP en difficulté

La direction de Novillars a tenté d'imposer aux médecins du CHS de faire des gardes sur le CHU, en plus de leur planning déjà bien chargé : dans les centres médicaux psychologiques, les médecins ne voient les patients qu'une fois tous les trois mois faute de temps. Mais c'était sans compter sur leur détermination. Ils ont pris un avocat et la direction de Novillars a dû reculer. Reste que les UP sont en difficulté. Alors nous on a la solution : embaucher !

Des larmes de crocodile

L'Est républicain s'est fait porte-parole de la direction. De plus en plus souvent nous nous faisons agresser, car les temps d'attente sont longs pour les patients, qu'il s'agisse de l'accueil ou des consultations. Cela n'est pas acceptable alors que nous faisons de notre mieux pour la qualité des soins. Par contre la direction fait mine de s'en soucier. Si elle s'en souciait vraiment, nous serions en nombre suffisant.

Toujours plus avec moins

La politique de santé nationale consiste à regrouper les établissements en « mutualisant les moyens ». Derrière ce mot plutôt attirant se cache une réalité qui consiste à faire travailler plus les agents avec moins de moyens. La direction a d'ailleurs annoncé à propos de la fusion entre le CHU, les Tilleroyes, Bellevaux et Avanne que les remplacements et départs en retraite ne seront pas assurés dans les métiers supports, comme le personnel administratif, logistique, etc.

Sous-effectif permanent, on peut encore faire mieux !

Depuis quelques semaines, dans un service de

consultation, la direction a décidé de remplacer une infirmière en arrêt maladie par une aide-soignante du pool de remplacement.

La situation est telle que certains jours il n'y a qu'une infirmière et une aide-soignante pour tout le service. Pendant qu'on y est, pourquoi ne pas se passer aussi de secrétaires ?

Des lits fantômes

Suite à la fusion annoncée, la direction affirme que le regroupement des établissements de santé concernés devrait débloquer 700 lits d'aval supplémentaires. Or, ces lits existent déjà et sont déjà occupés. Pas sûr que cela réussisse à désengorger l'hôpital !

Un problème d'arithmétique élémentaire

La direction explique que l'activité a baissé, mais que le taux d'occupation des lits n'a jamais été aussi important. Il faut dire que moins il y a de lits, plus le taux d'occupation est important, c'est logique. La diminution de l'activité inquiète, car, avec la T2A, moins il y a d'actes, moins il y a d'argent. Une situation que la direction s'est empressée de mettre sur le dos des médecins qui ne quoteront pas assez leurs actes. Certains apprécieront...

Martinique : un « accord » qui fait flop

Le 16 octobre, l'État a signé un accord avec la grande distribution et les armateurs prétendant diminuer de 20 % les prix de l'alimentaire sur l'île... qui sont 40 % plus élevés qu'en métropole. De plus, cette baisse ne serait qu'une « moyenne » et concernerait seulement 6 000 produits sur 40 000. Vent debout contre cette demi-mesure mesquine, Rodrigue Petitot, une des figures de la mobilisation contre la vie chère a déclaré : « On est *ultradéterminés*. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause. » Une manifestation s'est tenue à Fort-de-France samedi dernier. La lutte continue !

Manche : un nourrisson meurt lors du naufrage d'un bateau de migrants

Un nourrisson a été retrouvé mort après le naufrage d'une embarcation surchargée de migrants tentant de rejoindre clandestinement l'Angleterre. Ce décès porte à au moins 52 le nombre de personnes décédées dans des tentatives de traversée en 2024. Parmi ces victimes figurent régulièrement des enfants. Et, malgré cela, Paris et Londres continuent de renforcer leurs législations anti-migrants en se lavant les mains des conséquences meurtrières de leur politique.

